

RSF pris en flagrant délit de manipulation par l'UNESCO

(<http://www.voltairenet.org/fr>)

14 MARS 2008

L'UNESCO a retiré son patronage à la Journée pour la liberté sur internet, organisée par Reporters sans frontières (RSF). Cette décision a été motivée par la nième manipulation à laquelle s'est livrée la célèbre organisation prétendument non-gouvernementale en utilisant le logo et l'autorité de l'UNESCO pour donner du crédit à des informations mensongères et déséquilibrées visant à stigmatiser des États opposés aux États-Unis.

Communiqué de l'UNESCO :

« L'UNESCO réaffirme son soutien à la liberté d'expression sur internet mais elle se voit contrainte de retirer son patronage après la publication par RSF d'informations qui vont à l'encontre des arrangements passés entre les deux organisations à propos de cet événement.

Suite à une demande de RSF, présentée par le biais de la Commission nationale française pour l'UNESCO, le Directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, dans une lettre du 22 février 2008, a accordé le patronage de l'UNESCO à cette journée internationale. La lettre indique clairement que l'Organisation ne peut « s'associer à la réalisation des activités envisagées à cette occasion » par RSF.

Dans sa communication relative à la journée, RSF a publié des éléments concernant un certain nombre d'États membres de l'UNESCO, éléments dont l'Organisation n'a pas eu connaissance et qu'elle ne peut reprendre à son compte. Le logo de l'UNESCO a été utilisé d'une façon qui laissait penser que l'Organisation soutenait l'information présentée.

L'UNESCO a clairement pour mandat de défendre la liberté d'expression et la liberté de la presse. Pour ce faire, elle utilise les canaux et les lieux de discussion qui sont ceux d'une organisation intergouvernementale de la famille des Nations Unies, dans le respect de la souveraineté de ses 193 États membres. Ainsi, l'UNESCO a été à l'avant-garde du débat sur la liberté d'expression sur internet lors du Sommet mondial sur la société de l'information, organisé par les Nations Unies, et elle continue de l'être via le Forum sur la gouvernance de l'internet, un dialogue mené actuellement par les Nations Unies sur l'avenir d'internet. »